



CONSEIL DE POLICE DU 28 JUIN 2021
POLITIERAAD VAN 28 JUNI 2021

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents
Aanwezig

Olivier Deleuze, *Président, Bourgmestre/Voorzitter, Burgemeester* ;
Boris Dilliès, Didier Gosuin, *Bourgmestres/Burgemeesters* ;
Christine Bogaert, Félix Boudru, Jasmine Boumraya, Odile Bury, Michel Cohen, Jean-Pierre Collin, Marc Cools, Isabelle Desir, Pierre Desmet, Christian Grétry, Bernard Hayette, Daniel Hublet, Martine Maelschalck, Odile Margaux, Christine Roisin, Jérôme Toussaint, Laurent Van Der Elst, Cécile Van Hecke, Caroline Van Neste, Marion Van Offelen, Marc Vandame, Laurence Vandeputte, *Conseillers de police/Politieraadsleden* ;
Michel Deraemaeker, *Chef de Corps/Korpschef* ;
Géraldine Noël, *Secrétaire/Secretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Aurélié Czekalski, Eric Sax, Patrick Wauters, *Conseillers de police/Politieraadsleden*.

Ouverture de la séance à 18:00
Opening van de zitting om 18:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

CABINET DU CHEF DE CORPS - KABINET VAN DE KORPSCHEF

1 Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil de police du 26 avril 2021.

Le Conseil approuve le point.
24 votants : 24 votes positifs.

Goedkeuring van het proces-verbaal van de zitting van de Politieraad van 26 april 2021.

De Raad keurt het punt goed.
24 stemmers : 24 positieve stemmen.

2 Prise d'acte de l'arrêté ministériel du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 mars 2021 de non-approbation de la décision du Conseil de police du 18 janvier 2021 relative au marché public de travaux ayant pour objet le préfinancement, la conception et la construction d'un nouveau Commissariat de police pour la zone de police sur le territoire de la commune d'Uccle - Retrait de la décision du Conseil.

Monsieur Dilliès explique que la tutelle régionale n'a pas approuvé le dossier pour une série de remarques techniques. Suite à cela, il y a plusieurs réunions entre nos services et notre consultant externe afin

d'adapter le cahier des charges afin de rencontrer l'ensemble des remarques de la tutelle et de pouvoir le présenter à nouveau au Conseil de police. Au point 3 est joint une note explicative de l'ensemble de ces modifications techniques, qui concernent divers éléments comme les critères d'attribution, le prix du terrain, l'option relative à la fourniture du mobilier, les modifications du marché.

Monsieur Desmet demande s'il y a déjà eu une investigation sur un endroit potentiel qui pourrait convenir. Monsieur Dilliès répond qu'à ce stade-ci, il n'y en a pas encore puisque cela dépendra des offres reçues suite à la publication du cahier des charges.

Le Conseil de police,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, notamment les articles 11 et 33 ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 38, § 1^{er}, 1^o, c) ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la décision du Conseil de police du 18 janvier 2021 de lancer un marché public via la procédure concurrentielle avec négociation, avec publicité européenne, pour le préfinancement, la conception et la construction d'un nouveau commissariat de police pour la Zone de police d'Uccle - Watermael-Boitsfort – Auderghem sur le territoire de la commune d'Uccle pour un montant total estimé de 26.000.000,00 € TVAC à l'article 330/712-60; d'engager un montant complémentaire de 2.600.000,00 € à l'article 330/712-60 pour les révisions de prix et autres éléments venant augmenter les débours; d'approuver le cahier spécial des charges, ainsi la liste des besoins et le projet de compromis de vente (annexes 1, 2, 3, 4, 5 et 6); et de procéder à la publication européenne et nationale de cet avis de marché (annexes 7 et 8) ;

Considérant l'arrêté ministériel du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 mars 2021 portant non-approbation de la décision du Conseil de police du 18 janvier 2021 précitée ;

Considérant dès lors que cette décision ne peut sortir ses effets et doit être retirée ;

DECIDE :

- de prendre acte de l'arrêté ministériel du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 mars 2021 portant non-approbation de la décision du Conseil de police du 18 janvier 2021 précitée ;
- de retirer ladite décision du Conseil de police du 18 janvier 2021.

Le Conseil approuve le point.

24 votants : 24 votes positifs.

Akteneming van het ministerieel besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 30 maart 2021 die niet goedgeurd de beslissing van de Politieraad van 18 januari 2021 betreffende de overheidsopdracht voor aanneming van werken met als voorwerp de prefinanciering, het ontwerp en de bouw van een nieuw politiecommissariaat voor de politiezone op het grondgebied van de gemeente Ukkel - Terugtrekking van de beslissing van de Raad.

De Politieraad,

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en inzonderheid op de artikels 11 en 33 ;

Gelet op de wet van 17 juni 2017 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald het artikel 38, § 1er, 1^o, c) ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de

overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ;

Gelet op de beslissing van de Politieraad van 18 januari 2021 om een overheidsopdracht te lanceren via de mededingingsprocedure met onderhandeling, met Europese bekendmaking, voor de prefinanciering, het ontwerp en de bouw van een nieuw politiecommissariaat voor de Politiezone Ukkel – Watermaal-Bosvoorde – Oudergem op het grondgebied van Ukkel voor een totaal geraamd bedrag van 26.000.000,00 € inclusief BTW op het artikel 330/712-60; een bijkomend bedrag van 2.600.000,00 € vast te leggen voor artikel 330/712-60 voor prijsherzieningen en andere elementen die de uitbetalingen verhogen; het bijzonder bestek, de lijst van eisen en de ontwerpcompromisovereenkomst goed te keuren (bijlagen 1, 2, 3, 4, 5 en 6); en over te gaan tot de Europese en nationale bekendmaking van deze aankondiging van opdracht (bijlagen 7 en 8) ;

Overwegende het ministerieel besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 30 maart 2021 die niet goedkeurd de voornoemde beslissing van de Politieraad van 18 januari 2021 ;

Overwegende derhalve dat dit besluit geen gevolgen kan hebben en moet worden ingetrokken ;

BESLIST :

- akte te nemen van het ministerieel besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 30 maart 2021 waarbij de voornoemde beslissing van de Politieraad van 18 januari 2021 niet wordt goedgekeurd ;

- het genoemde besluit van de Politieraad van 18 januari 2021 in te trekken.

De Raad keurt het punt goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

3 Marché public de travaux ayant pour objet le préfinancement, la conception et la construction d'un nouveau Commissariat de police pour la zone de police sur le territoire de la commune d'Uccle - Procédure de passation et conditions du marché.

Le Conseil de police,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, notamment les articles 11 et 33 ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 38, § 1^{er}, 1^o, a) et b) ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Considérant le projet de nouveau commissariat de la zone de police sur le territoire d'Uccle ;

Considérant en effet que la zone de police souhaite centraliser ses services administratifs et opérationnels sur le territoire de la commune d'Uccle qu'elle recherche dès lors à acheter un bâtiment à construire ou rénover par le soumissionnaire ; que ce bâtiment doit se trouver obligatoirement sur le territoire de la commune d'Uccle ;

Considérant que la dépense pour ce marché est estimée 26.000.000,00 € ;

Considérant, dès lors, que ce marché sera réalisé via une procédure concurrentielle avec négociation ;

Considérant que cette procédure permet de pouvoir choisir l'offre économiquement la plus avantageuse ; que contrairement à la procédure ouverte ou restreinte, le pouvoir adjudicateur dispose, dans le cadre de cette procédure, de la possibilité de négocier avec les soumissionnaires ; que ces négociations n'ont pas uniquement trait au contenu des offres mais peuvent aussi porter sur les dispositions du cahier spécial des

charges qui n'ont pas été qualifiées d'exigences minimales ;

Considérant qu'au vu de la complexité du projet et des différents types de propositions que le pouvoir adjudicateur est susceptible de recevoir de la part des entreprises, il est préférable de privilégier une procédure négociée ; que la procédure concurrentielle avec négociation est une procédure d'exception, ce qui implique pour le pouvoir adjudicateur de démontrer que la décision d'y recourir repose sur l'un des fondements juridiques prévu par la législation pour l'organisation de cette procédure ;

Considérant cependant que, à la suite de la législation européenne, la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics a élargi le champ d'application de cette procédure ; que le pouvoir adjudicateur peut appliquer cette procédure lorsque ses besoins ne peuvent être satisfaits sans adapter de solutions immédiatement disponibles ; que cette procédure n'est donc plus considérée comme étant véritablement une procédure d'exception qu'en outre, cette procédure ne restreint pas la concurrence puisqu'elle est précédée d'une publication et que toute entreprise intéressée peut présenter une demande de participation ; qu'en l'occurrence, la Zone de police peut se fonder sur le motif d'exception suivant :

"Procédure concurrentielle avec négociation

Art. 38. (...) a) les besoins du pouvoir adjudicateur ne peuvent être satisfaits sans adapter des solutions immédiatement disponibles;

b) ils incluent la conception ou les solutions innovantes;."

Considérant que ce motif d'exception peut être appliqué à tous les travaux qui ne peuvent être commandés de façon standardisée ; qu'ainsi, par exemple, le considérant 43 de la directive 2014/24/UE stipule ce qui suit : "Pour les marchés de travaux, il s'agit notamment de travaux qui ne concernent pas des bâtiments standards ou qui comportent une conception ou des solutions innovantes. Pour les services ou les fournitures nécessitant des efforts d'adaptation ou de conception, le recours à une procédure concurrentielle avec négociation ou au dialogue compétitif est susceptible d'être utile. De tels efforts d'adaptation ou de conception sont particulièrement nécessaires dans le cas d'acquisitions complexes, telles que les acquisitions de produits sophistiqués, de services intellectuels, par exemple certains services de conseil, d'architecture ou d'ingénierie, ou de projets majeurs relevant du domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC). Dans de tels cas, des négociations peuvent être nécessaires afin de garantir que le produit ou le service en question répond aux besoins du pouvoir adjudicateur. En ce qui concerne les services ou les produits immédiatement disponibles sur le marché sans adaptation et pouvant être fournis par nombre d'opérateurs économiques différents, il ne convient pas de recourir à la procédure concurrentielle avec négociation ni au dialogue compétitif."

Considérant que l'achat d'un nouveau commissariat de police qui doit répondre aux exigences du pouvoir adjudicateur ne peut évidemment pas être considéré comme un bâtiment standard, certainement pas au vu du budget ; que ce marché ne présuppose pas seulement la construction d'un bâtiment public qui doit répondre à des exigences spécifiques, il impliquera également une équipe de conception ainsi qu'un financier externe et un propriétaire foncier ; qu'en outre, les solutions proposées peuvent varier considérablement car il est possible qu'un bâtiment existant soit rénové/adapté ou encore qu'une nouvelle construction soit érigée. Il est aussi possible que le pouvoir adjudicateur, après avoir pris connaissance des diverses propositions, veuille changer certaines spécifications du cahier spécial des charges afin de l'adapter encore davantage à ses besoins ;

Considérant que cette procédure est souvent utilisée pour des grands projets de construction complexes, aussi bien avant qu'après la mise en vigueur de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Considérant que l'argumentation du choix de la procédure de passation est, à titre subsidiaire, précisée dans l'annexe 9 ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus au budget 2021 à l'article 330/712-60;

Considérant qu'il appartiendra au Collège de police de prévoir l'engagement un montant complémentaire de 2.600.000,00 € pour les révisions de prix et autres éléments venant augmenter les débours à l'article 330/712-60 ;

Considérant que le financement du projet se fera via un emprunt sur 30 ans ;

Considérant que la charge du financement sera répartie entre les 3 communes au prorata des superficies consacrées d'une part aux services centraux, à charge de la zone selon la clé de répartition classique, et d'autre part, aux services purement ucclois, à charge de la commune d'Uccle ;

Considérant le cahier des charges administratif (FR en annexe 1 et NL en annexe 2) et technique (FR en annexe 3 et NL en annexe 4) ainsi que la liste des besoins (annexe 5) et le projet de compromis de vente (annexe 6) qui en font partie intégrante ;

Considérant l'avis de marché (FR en annexe 7 et NL en annexe 8) ;

DECIDE :

- de lancer un marché public via la procédure concurrentielle avec négociation, avec publicité européenne, pour le préfinancement, la conception et la construction d'un nouveau commissariat de police pour la Zone de police d'Uccle - Watermael-Boitsfort – Auderghem sur le territoire de la commune d'Uccle pour un montant total estimé de 26.000.000,00 € TVAC à l'article 330/712-60;

- d'approuver le cahier spécial des charges, ainsi la liste des besoins et le projet de compromis de vente (annexes 1, 2, 3, 4, 5 et 6);

- de procéder à la publication européenne et nationale de cet avis de marché (annexes 7 et 8).

Le Conseil approuve le point.

24 votants : 23 votes positifs, 1 abstention.

Overheidsopdracht voor aanneming van werken met als voorwerp de prefinanciering, het ontwerp en de bouw van een nieuw politiecommissariaat voor de politiezone op het grondgebied van de gemeente Ukkel – Plaatsingsprocedure en voorwaarden van de opdracht.

De Politieraad,

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en inzonderheid op de artikels 11 en 33;

Gelet op de wet van 17 juni 2017 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald het artikel 38, § 1er, 1°, a) en b) ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op het project voor een nieuw commissariaat van de politiezone op het grondgebied van Ukkel;

Overwegende dat politiezone immers wenst haar administratieve en operationele diensten te centraliseren op het grondgebied van de gemeente Ukkel en dat zij dan ook een gebouw wenst aan te kopen, ofwel te bouwen of renoveren door de inschrijver; dat dit gebouw zich verplicht moet bevinden op het grondgebied van de gemeente Ukkel ;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht geschat is op 26.000.000,00 € ;

Overwegende dan ook dat deze opdracht zal uitgevoerd worden via een mededingingsprocedure met onderhandeling;

Overwegende dat deze procedure toelaat om de meest economisch voordelige offerte te kunnen kiezen; dat in tegenstelling tot bij de open of niet-openbare procedure, de aanbestedende overheid beschikt, in het kader van deze procedure, over de mogelijkheid om te onderhandelen met de inschrijvers ; dat deze onderhandelingen niet enkel te maken hebben met de inhoud van de offertes maar ook betrekking kunnen hebben op de bepalingen van dit bijzonder bestek die niet gekwalificeerd werden als minimale vereisten;

Gelet op de complexiteit van het project en de verschillende soorten voorstellen die de aanbestedende overheid kan ontvangen vanwege de firma's, is het verkieslijk de voorrang te geven aan een

onderhandelingsprocedure ; dat de mededingingsprocedure met onderhandeling een uitzonderingsprocedure is, wat veronderstelt voor de aanbestedende overheid om aan te tonen dat de beslissing om er een beroep op te doen steunt op één van de juridische grondslagen voorzien door de wetgeving voor de organisatie van deze procedure;

Overwegende dat, naar aanleiding van de Europese wetgeving, de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten het toepassingsveld heeft verruimd van deze procedure ; dat de aanbestedende overheid deze procedure kan toepassen wanneer niet kan voldaan worden aan de behoeftes zonder onmiddellijk beschikbare oplossingen aan te passen; dat deze procedure dus niet meer beschouwd kan worden als zijnde een echte uitzonderingsprocedure dat bovendien deze procedure niet de procedure beperkt aangezien deze voorafgegaan wordt door een bekendmaking en dat elke geïnteresseerde firma een verzoek tot deelname kan indienen; dat in dit geval de Politiezone zich kan baseren op het volgend uitzonderingsmotief:

"Mededingingsprocedure met onderhandeling

Art. 38. (...) a) er kan niet worden voorzien in de behoeften van de aanbestedende overheid zonder aanpassing van onmiddellijk beschikbare oplossingen;

b) ze bevatten ontwerp- of innovatieve oplossingen;

Overwegende dat dit uitzonderingsmotief kan toegepast worden op alle werken die niet op gestandaardiseerde manier kunnen besteld worden; dat zo bijvoorbeeld artikel 43 van de richtlijn 2014/24/UE bepaalt hetgeen volgt:

Bij opdrachten voor werken, gaat het onder meer om werken die geen standaardgebouwen zijn of werken die tevens ontwerpen of innovatieve oplossingen behelzen. Voor diensten of leveringen waarbij aanpassingen nodig zijn of waarmee ontwerpactiviteiten gemoeid zijn, kan het gebruik van een mededingingsprocedure met onderhandeling of de concurrentiegerichte dialoog wellicht nuttig zijn. Dergelijke aanpassings- of ontwerpactiviteiten zijn met name nodig in het geval van complexe aankopen zoals geavanceerde producten, intellectuele diensten, zoals bepaalde consultancy-, architectuur- of ingenieursdiensten, of grote ICT-projecten. In deze gevallen kunnen onderhandelingen noodzakelijk zijn om te garanderen dat de levering of dienst voorziet in de behoeften van de aanbestedende dienst. Voor standaarddiensten of -leveringen die door vele verschillende spelers op de markt kunnen worden aangeboden, mag geen gebruik worden gemaakt van de mededingingsprocedure met onderhandeling of de concurrentiegerichte dialoog.

Overwegende dat de aanschaf van een nieuw politiecommissariaat dat moet beantwoorden aan de vereisten van de aanbestedende overheid uiteraard niet kan beschouwd worden als een standaardgebouw, zeker niet met het oog op de begroting ; dat deze opdracht niet enkel de bouw veronderstelt van een publiek gebouw dat moet beantwoorden aan specifieke vereisten, het zal tevens een ontwerpplaatje impliceren alsook een externe financier en een eigenaar; dat bovendien de voorgestelde oplossingen grotendeels kunnen variëren want het is mogelijk dat een bestaand gebouw ofwel gerenoveerd/aangepast zou moeten worden of nog dat een nieuw gebouw moet opgetrokken worden. Het is ook mogelijk dat de aanbestedende overheid, na kennis te hebben genomen van de verschillende voorstellen, bepaalde specificaties van het bijzonder bestek wil veranderen om het zo nog meer te veranderen naargelang de behoeftes ;

Overwegende dat deze procedure soms wordt gebruikt voor grote complexe bouwprojecten, zowel voor als na de inwerkingtreding van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Overwegende dat de argumentatie van de keuze van de procedure van gunning, subsidiair, verduidelijkt wordt in de bijlage 9 ;

Overwegende dat de noodzakelijke kredieten voorzien zijn in de begroting voor 2021 op het artikel 330/712-60;

Overwegende dat het aan het Politiecollege zal zijn om te voorzien in de vastlegging van een bijkomend bedrag van 2.600.000,00 € voor prijsherzieningen en andere elementen ter verhoging van de uitbetalingen op het artikel 330/712-60 ;

Overwegende dat de financiering van het project zal gebeuren via een lening over 30 jaar ;

Overwegende dat de kosten voor deze financiering zullen verdeeld worden onder de 3 gemeentes naar verhouding van de oppervlaktes besteed enerzijds aan de centrale diensten; ten laste van de zone volgens de klassieke verdeelsleutel, en anderzijds aan de puur Ukkelse diensten, ten laste van de gemeente Ukkel; Gelet op het administratief (FR in bijlage 1 en NL in bijlage 2) en technisch bestek (FR in bijlage 3 en NL in bijlage 4), alsmede de lijst van eisen (bijlage 5) en de ontwerpcompromisovereenkomst (bijlage 6) die daarvan een integrerend deel uitmaken ; Gelet op de aankondiging van opdracht (FR in bijlage 7 en NL in bijlage 8) ;

BESLIST:

- een overheidsopdracht te lanceren via de mededingingsprocedure met onderhandeling, met Europese bekendmaking, voor de prefinanciering, het ontwerp en de bouw van een nieuw politiecommissariaat voor de Politiezone Ukkel – Watermaal-Bosvoorde – Oudergem op het grondgebied van Ukkel voor een totaal geraamd bedrag van 26.000.000,00 € inclusief BTW op het artikel 330/712-60;
- het bijzonder bestek, de lijst van eisen en de ontwerpcompromisovereenkomst goed te keuren (bijlagen 1, 2, 3, 4, 5 en 6);
- over te gaan tot de Europese en nationale bekendmaking van deze aankondiging van opdracht (bijlagen 7 en 8).

De Raad keurt het punt goed.

24 stemmers : 23 positieve stemmen, 1 onthouding.

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES - DIRECTIE HUMAN RESSOURCES

4 Cycle de mobilité 2021-02 – Engagement d’un Commissaire de police membre Cabinet du Chef de Corps – Composition de la commission de sélection locale.

Le Conseil de police,

Vu la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et notamment les articles 3, 38 et 47;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police et notamment les articles II.II.1e, IV.I.15 au IV.I.17, IV.I.37 au IV.I.39, IV.I.60, IV.II.47, V.III.13 au V.III.24, VI.II.8 au VI.II.26, VII.II.16 au VII.II.19;

Vu l'arrêté royal du 05 septembre 2001 déterminant l'effectif minimal du personnel opérationnel et du personnel administratif et logistique de la police locale;

Vu l'arrêté royal du 20 novembre 2001 fixant les modalités relatives à la mobilité du personnel des services de police;

Vu la délibération du Conseil de police du 04 décembre 2001, fixant le cadre administratif et logistique de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Vu la délibération du Conseil de police du 28 janvier 2002, fixant le cadre opérationnel de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Vu la délibération du Conseil de police du 21 juin 2004 autorisant l'élargissement du cadre organique administratif et logistique et du cadre opérationnel de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Vu la délibération du Conseil de police du 12 mars 2007, de déclarer vacants les emplois dont les détachés

de la zone vers une autre entité sont titulaires;

Vu la délibération du Conseil de police du 10 décembre 2007 autorisant l'élargissement du cadre organique de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Vu la délibération du Conseil de police du 14 décembre 2009 autorisant l'élargissement du cadre administratif et logistique de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Vu la délibération du Conseil de police du 09 septembre 2013 autorisant l'élargissement du cadre opérationnel de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Vu la délibération du Conseil de police du 19 décembre 2016 autorisant l'élargissement du cadre administratif et logistique de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Vu la délibération du Conseil de police du 02 septembre 2019 autorisant l'élargissement du cadre opérationnel de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Vu la délibération du Conseil de police du 22 février 2021 autorisant la modification du cadre administratif et logistique de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Vu la délibération du Conseil de Police du 26 avril 2021 ouvrant la mobilité et déterminant les modalités de sélection des candidats dans le cadre du cycle de mobilité 2021 02;

Considérant l'appel aux candidatures n° 2021 02 du 30 avril 2021 publié par la Police Fédérale (série L8865) ouvrant une place de Commissaire de police membre du Cabinet du Chef de Corps;

Attendu que l'installation d'une commission de sélection est imposée pour l'engagement via mobilité d'un officier de la police locale;

Par ces motifs,

Sur proposition du Collège de police,

DECIDE :

- d'approuver la composition suivante de la commission de sélection locale pour l'engagement via la mobilité d'un Commissaire de police membre du Cabinet du Chef de Corps:

1. Président : Monsieur le Chef de Corps, Michel DERAEMAERKER, 1^{er} Commissaire Divisionnaire de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem ;
2. Assesseur : Monsieur Jeroen BEUSELINCK, 1^{er} Commissaire – Chef du Cabinet du Chef de Corps de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem ;
3. Assesseur : Madame Daphné WYNS, Conseiller Niveau A – Directeur de la Direction des Ressources Humaines de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem ;
4. Assesseur : Madame Toria FICETTE, Coordinateur Régional Polarisation-Radicalisation, Bruxelles Prévention et Sécurité (BPS).

Secrétaire Membre des Ressources Humaines : Monsieur Gino ELIANO, 1^{er} Commissaire – membre de la Direction des Ressources Humaines de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem ;

En cas d'absence du secrétaire désigné, Monsieur Gino ELIANO, 1^{er} Commissaire, lors de la commission de sélection, il sera remplacé par Madame Kinga MIARCZYNSKA, 1^{er} Assistante membre de la Direction des Ressources Humaines de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem.

En cas d'absence de l'un des assesseurs désignés lors du comité de sélection, cette personne sera remplacée :

Monsieur Jérôme BERTIN, Commissaire – membre du Cabinet du Chef de Corps de de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem ;

Monsieur Attilio SOMMA, Commissaire – membre du Cabinet du Chef de Corps de de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem ;

Monsieur Gino ELIANO, 1^{er} Commissaire – membre de la Direction des Ressources Humaines de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem .

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi qu'à la Direction de la Mobilité et de la Gestion du personnel.

Le Conseil approuve le point.
24 votants : 24 votes positifs.

Mobiliteitscyclus 2021-02 – Aanwerving van een Politiecommissaris lid van het Kabinet van de Korpschef – Samenstelling van de lokale selectiecommissie.

De Politieraad,

Gezien de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en inzonderheid op de artikels 3, 38 en 47;

Gezien het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten en in het bijzonder zijn artikel II.II.1 ste, IV.II.15 tot IV.I.17, IV.I.37 to IV.I.39, IV.I.60, IV.II.47, V.III.9 tot V.III.25, VI.II.8 tot VI.II.26, VII.II.16 tot VII.II.19;

Gezien het koninklijk besluit van 5 september 2001 houdende het minimaal effectief van het operationeel en van het administratief en logistiek personeel van de lokale politie;

Gezien het koninklijk besluit van 20 november 2001 tot vaststelling van de nadere regels inzake de mobiliteit van het personeel van de politiediensten;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 04 december 2001 tot vaststelling van het administratief en logistiek kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 28 januari 2002 tot vaststelling van het operationeel kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 21 juni 2004, tot uitbreiding van het administratief en logistiek kader alsook het operationeel kader;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 12 maart 2007, om de betrekkingen waarvan de afgedeelten (gedetacheerden) van de zone titularis waren vacant te verklaren;

Gelet op de beraadslaging van de Politieraad van 10 december 2007 tot uitbreiding van het organiek kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 14 december 2009, tot uitbreiding van het administratief en logistiek kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem ;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 9 september 2013 tot uitbreiding van het operationeel kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 19 december 2016, tot uitbreiding van het administratief en logistiek kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem ;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 02 september 2019 tot uitbreiding van het operationeel kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 22 februari 2021 waarbij de wijziging van het administratief en logistiek kader van de lokale politiezone Ukkel/Watermaal-Bosvoorde/Auderghem wordt toegestaan;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 26 april 2021 waarbij betrekkingen in het kader van de mobiliteit vacant werden verklaard en de selectiemodaliteiten werden vastgelegd in het kader van de mobiliteitscyclus 2021 02;

Gezien de door de Federale Politie gepubliceerde oproep tot kandidaatstelling nr 2021 02 van 30 april 2021 (reeks L8865) voor een Politiecommissaris lid van het Kabinet van de Korpschef;

Gezien de oprichting van een selectiecommissie bij de lokale politie opgelegd wordt voor de aanwerving via mobiliteit van een officier ;

Om deze redenen,

Op voorstel van het politiecollege,

BESLIST :

- goed te keuren met de volgende samenstelling van de lokale selectiecommissie voor de aanwerving via mobiliteit van een Politiecommissaris lid van het Kabinet van de Korpschef:

1. Voorzitter : Mijnheer de Korpschef, Michel DERAEMAER, 1^{ste} Hoofdcommissaris van politie van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;
2. Bijzitter : Mijnheer Jeroen BEUSELINCK, 1^{ste} Politiecommissaris - Kabinetschef van de Korpschef van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;
3. Bijzitter : Mevrouw Daphné WYNS, Adviseur Niveau A – Directrice van de Directie Human Resources van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;
4. Bijzitter: Mevrouw Toria FICETTE, Regionale coördinator Polarisatie-Radicalisatie, Brussel Preventie & Veiligheid (BPS);

Secretaris Lid van Personeelsdienst: Mijnheer Gino ELIANO, 1^{ste} Politiecommissaris – lid van de Directie Human Resources van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem.

Bij afwezigheid van de aangestelde secretaris, de heer Gino ELIANO, 1^{ste} Politiecommissaris, tijdens de selectiecommissie, zal hij worden vervangen door Mevrouw Kinga MIARCZYNSKA, 1^{ste} Assistent - lid van de Directie Human Resources van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem of een ander aangewezen personeelslid.

Bij afwezigheid van één van de aangestelde bijzitters tijdens de selectiecommissie, zal deze persoon vervangen worden door:

Mijnheer Jérôme BERTIN, Politiecommissaris - lid van het Kabinet van de Korpschef van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;

Mijnheer Attilio SOMMA , Politiecommissaris - lid van het kabinet van de Korpschef van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;

Mijnheer ELIANO Gino, 1^{ste} Politiecommissaris – lid van de Directie Human Resources van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem.

De onderhavige beraadslaging zal aan Mijnheer de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering overgedragen worden alsook de Directie van de Mobiliteit en het Personeelsbeheer.

De Raad keurt het punt goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

5 **Cycle de mobilité 2021-02 – Engagement d’un Commissaire de police Directeur Adjoint de la Direction Proximité secteur Watermael-Boitsfort/ Auderghem – Composition de la commission de sélection locale.**

Le Conseil de police,

Vu la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et notamment les articles 3, 38 et 47;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police et notamment les articles II.II.1e, IV.I.15 au IV.I.17, IV.I.37 au IV.I.39, IV.I.60, IV.II.47, V.III.13 au V.III.24, VI.II.8 au VI.II.26, VII.II.16 au VII.II.19;

Vu l'arrêté royal du 05 septembre 2001 déterminant l'effectif minimal du personnel opérationnel et du personnel administratif et logistique de la police locale;

Vu l'arrêté royal du 20 novembre 2001 fixant les modalités relatives à la mobilité du personnel des services de police;

Vu la délibération du Conseil de police du 04 décembre 2001, fixant le cadre administratif et logistique de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Vu la délibération du Conseil de police du 28 janvier 2002, fixant le cadre opérationnel de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Vu la délibération du Conseil de police du 21 juin 2004 autorisant l'élargissement du cadre organique administratif et logistique et du cadre opérationnel de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Vu la délibération du Conseil de police du 12 mars 2007, de déclarer vacants les emplois dont les détachés de la zone vers une autre entité sont titulaires;

Vu la délibération du Conseil de police du 10 décembre 2007 autorisant l'élargissement du cadre organique de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Vu la délibération du Conseil de police du 14 décembre 2009 autorisant l'élargissement du cadre administratif et logistique de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Vu la délibération du Conseil de police du 09 septembre 2013 autorisant l'élargissement du cadre opérationnel de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Vu la délibération du Conseil de police du 19 décembre 2016 autorisant l'élargissement du cadre administratif et logistique de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Vu la délibération du Conseil de police du 02 septembre 2019 autorisant l'élargissement du cadre opérationnel de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Vu la délibération du Conseil de police du 22 février 2021 autorisant la modification du cadre administratif et logistique de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Vu la délibération du Conseil de Police du 26 avril 2021 ouvrant la mobilité et déterminant les modalités de sélection des candidats dans le cadre du cycle de mobilité 2021 02;

Considérant l'appel aux candidatures n° 2021 02 du 30 avril 2021 publié par la Police Fédérale (série L9086) ouvrant une place de Commissaire de police Directeur Adjoint Direction de Proximité secteur Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Attendu que l'installation d'une commission de sélection est imposée pour l'engagement via mobilité d'un officier de la police locale;

Par ces motifs,

Sur proposition du Collège de police,

DECIDE :

- d'approuver la composition suivante de la commission de sélection locale pour l'engagement d'un Commissaire de police Directeur Adjoint Direction de Proximité secteur Watermael-Boitsfort/ Auderghem:

1. Président : Monsieur le Chef de Corps, Michel DERAEMAER, 1^{er} Commissaire Divisionnaire de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem ;
2. Assesseur : Monsieur Jeroen BEUSELINCK, 1^{er} Commissaire – Chef du Cabinet du Chef de Corps de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem ;
3. Assesseur : Madame Viviane DEGREEF, Commissaire – Directeur de la Direction Police de Proximité secteur Watermael-Boitsfort/ Auderghem de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem;
4. Assesseur : Madame Daphné WYNS, Conseiller Niveau A – Directeur de la Direction des Ressources Humaines de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem ;
5. Assesseur : Madame Toria FICETTE, Coordinateur Régional Polarisation-Radicalisation, Bruxelles Prévention et Sécurité (BPS).

Secrétaire Membre des Ressources Humaines : Monsieur Gino ELIANO, 1^{er} Commissaire – membre de la Direction des Ressources Humaines de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem ;
En cas d'absence du secrétaire désigné, Monsieur Gino ELIANO, 1^{er} Commissaire, lors de la commission de sélection, il sera remplacé par Madame Kinga MIARCZYNSKA, 1^{er} Assistante membre de la Direction des Ressources Humaines de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem.

En cas d'absence de l'un des assesseurs désignés lors de la commission de sélection, cette personne sera remplacée par :

Madame Laurence GAUTHEY, 1^{er} Commissaire - Directeur de la Direction Locale de Recherche de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem ;

Madame Manuella WEYMAERE, 1^{er} Commissaire - Directeur de la Direction Police de Proximité secteur Uccle de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem ;

Monsieur Gino ELIANO, 1^{er} Commissaire – membre de la Direction des Ressources Humaines de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi qu'à la Direction de la Mobilité et de la Gestion du personnel.

Le Conseil approuve le point.

24 votants : 24 votes positifs.

Mobiliteitscyclus 2021-02 – Aanwerving van een Politiecommissaris Adjunct Directeur van de Directie Nabijheidspolitie sector Watermaal-Bosvoorde/ Oudergem – Samenstelling van de lokale selectiecommissie.

De Politieraad,

Gezien de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en inzonderheid op de artikels 3, 38 en 47;

Gezien het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten en in het bijzonder zijn artikel II.II.1 ste, IV.II.15 tot IV.I.17, IV.I.37 to IV.I.39, IV.I.60, IV.II.47, V.III.9 tot V.III.25, VI.II.8 tot VI.II.26, VII.II.16 tot VII.II.19;

Gezien het koninklijk besluit van 5 september 2001 houdende het minimaal effectief van het operationeel en van het administratief en logistiek personeel van de lokale politie;

Gezien het koninklijk besluit van 20 november 2001 tot vaststelling van de nadere regels inzake de mobiliteit van het personeel van de politiediensten;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 04 december 2001 tot vaststelling van het administratief en logistiek kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 28 januari 2002 tot vaststelling van het operationeel kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 21 juni 2004, tot uitbreiding van het administratief en logistiek kader alsook het operationeel kader;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 12 maart 2007, om de betrekkingen waarvan de afgedeelten (gedetacheerden) van de zone titularis waren vacant te verklaren;

Gelet op de beraadslaging van de Politieraad van 10 december 2007 tot uitbreiding van het organiek kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 14 december 2009, tot uitbreiding van het administratief en logistiek kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem ;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 9 september 2013 tot uitbreiding van het operationeel kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 19 december 2016, tot uitbreiding van het administratief en logistiek kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem ;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 02 september 2019 tot uitbreiding van het operationeel kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 22 februari 2021 waarbij de wijziging van het administratief en logistiek kader van de lokale politiezone Ukkel/Watermaal-Bosvoorde/Auderghem wordt toegestaan;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 26 april 2021 waarbij betrekkingen in het kader van de mobiliteit vacant werden verklaard en de selectiemodaliteiten werden vastgelegd in het kader van de mobiliteitscyclus 2021 02;

Gezien de door de Federale Politie gepubliceerde oproep tot kandidaatstelling nr 2021 02 van 30 april 2021 (reeks L9086) voor een Politiecommissaris Adjunct Directeur van de Directie Nabijheidspolitie sector Watermaal-Bosvoorde/ Oudergem;

Gezien de oprichting van een selectiecommissie bij de lokale politie opgelegd wordt voor de aanwerving via mobiliteit van een officier ;

Om deze redenen,

Op voorstel van het politiecollege,

BESLIST :

- goed te keuren met de volgende samenstelling van de lokale selectiecommissie voor de aanwerving via mobiliteit van een Politiecommissaris Adjunct Directeur van de Directie Nabijheidspolitie sector Watermaal-Bosvoorde/ Oudergem:

1. Voorzitter : Mijnheer de Korpschef, Michel DERAEMAER, 1^{ste} Hoofdcommissaris van politie van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;
2. Bijzitter : Mijnheer Jeroen BEUSELINCK, 1^{ste} Politiecommissaris - Kabinetschef van de Korpschef van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;
3. Bijzitter : Mevrouw Viviane DEGREEF, Politiecommissaris – Directeur van de Nabijheidspolitie sector Watermaal-Bosvoorde/ Oudergem van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;
4. Bijzitter : Mevrouw Daphné WYNS, Adviseur Niveau A – Directrice van de Directie Human Resources van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;
5. Bijzitter: Mevrouw Toria FICETTE, Regionale coördinator Polarisatie-Radicalisatie, Brussel Preventie & Veiligheid (BPS);

Secretaris Lid van Personeelsdienst: Mijnheer Gino ELIANO, 1^{ste} Politiecommissaris – lid van de Directie Human Resources van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem.

Bij afwezigheid van de aangestelde secretaris, de heer Gino ELIANO, 1^{ste} Politiecommissaris, tijdens de selectiecommissie, zal hij worden vervangen door Mevrouw Kinga MIARCZYNSKA, 1^{ste} Assistent - lid van de Directie Human Resources van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem.

Bij afwezigheid van één van de aangestelde bijzitters tijdens de selectiecommissie, zal deze persoon vervangen worden door:

Mevrouw Laurence GAUTHEY, 1ste Commissaris - Directrice van de Directie Lokale Recherche van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;

Mevrouw Manuella WEYMAERE - 1ste Commissaris - Directrice van de Nabijheidspolitie sector Ukkel van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;

Mijnheer ELIANO Gino 1ste Commissaris – lid van de Directie Human Resources van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem.

De onderhavige beraadslaging zal aan Mijnheer de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering overgedragen worden alsook de Directie van de Mobiliteit en het Personeelsbeheer.

De Raad keurt het punt goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

6 Cycle de mobilité 2021-02 – Engagement d’un Commissaire de police membre Cellule Radicalisme – Composition de la commission de sélection locale.

Le Conseil de police,

Vu la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et notamment les articles 3, 38 et 47;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police et notamment les articles II.II.1e, IV.I.15 au IV.I.17, IV.I.37 au IV.I.39, IV.I.60, IV.II.47, V.III.13 au V.III.24, VI.II.8 au VI.II.26, VII.II.16 au VII.II.19;

Vu l'arrêté royal du 05 septembre 2001 déterminant l'effectif minimal du personnel opérationnel et du personnel administratif et logistique de la police locale;

Vu l'arrêté royal du 20 novembre 2001 fixant les modalités relatives à la mobilité du personnel des services de police;

Vu la délibération du Conseil de police du 04 décembre 2001, fixant le cadre administratif et logistique de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Vu la délibération du Conseil de police du 28 janvier 2002, fixant le cadre opérationnel de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Vu la délibération du Conseil de police du 21 juin 2004 autorisant l'élargissement du cadre organique administratif et logistique et du cadre opérationnel de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Vu la délibération du Conseil de police du 12 mars 2007, de déclarer vacants les emplois dont les détachés de la zone vers une autre entité sont titulaires;

Vu la délibération du Conseil de police du 10 décembre 2007 autorisant l'élargissement du cadre organique de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Vu la délibération du Conseil de police du 14 décembre 2009 autorisant l'élargissement du cadre administratif et logistique de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Vu la délibération du Conseil de police du 09 septembre 2013 autorisant l'élargissement du cadre opérationnel de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Vu la délibération du Conseil de police du 19 décembre 2016 autorisant l'élargissement du cadre administratif et logistique de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Vu la délibération du Conseil de police du 02 septembre 2019 autorisant l'élargissement du cadre opérationnel de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Vu la délibération du Conseil de police du 22 février 2021 autorisant la modification du cadre administratif et logistique de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Vu la délibération du Conseil de Police du 26 avril 2021 ouvrant la mobilité et déterminant les modalités de sélection des candidats dans le cadre du cycle de mobilité 2021 02;

Considérant l'appel aux candidatures n° 2021 02 du 30 avril 2021 publié par la Police Fédérale (série L9102) ouvrant une place de Commissaire de police membre Cellule Radicalisme;

Attendu que l'installation d'une commission de sélection est imposée pour l'engagement via mobilité d'un officier de la police locale;

Par ces motifs,

Sur proposition du Collège de police,

DECIDE :

- d'approuver la composition suivante de la commission de sélection locale pour l'engagement d'un Commissaire de police membre Cellule Radicalisme:

1. Président : Monsieur le Chef de Corps, Michel DERAEMAER, 1^{er} Commissaire Divisionnaire de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem ;
2. Assesseur : Monsieur Jeroen BEUSELINCK, 1^{er} Commissaire – Chef du Cabinet du Chef de Corps de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem ;
3. Assesseur : Madame Stéphanie HUGO, Commissaire – Directeur Adjoint Police de proximité secteur Uccle de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem ;
4. Assesseur : Madame Daphné WYNS, Conseiller Niveau A – Directeur de la Direction des Ressources Humaines de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem ;
5. Assesseur : Madame Toria FICETTE, Coordinateur Régional Polarisation-Radicalisation, Bruxelles Prévention et Sécurité (BPS).

Secrétaire Membre des Ressources Humaines : Monsieur Gino ELIANO, 1^{er} Commissaire – membre de la Direction des Ressources Humaines de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem ;

En cas d'absence du secrétaire désigné, Monsieur Gino ELIANO, 1^{er} Commissaire, lors de la commission de sélection, il sera remplacé par Madame Kinga MIARCZYNSKA, 1^{er} Assistante membre de la Direction des Ressources Humaines de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem.

En cas d'absence de l'un des assesseurs désignés lors de la commission de sélection, cette personne sera remplacée par :

Madame Laurence GAUTHEY, 1^{er} Commissaire - Directeur de la Direction Locale de Recherche de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem ;

Monsieur Tony WEHBE, Commissaire - Directeur Adjoint a.i. de la Direction Police de Proximité secteur Watermael-Boitsfort/ Auderghem de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem ;

Monsieur Gino ELIANO, 1^{er} Commissaire – membre de la Direction des Ressources Humaines de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi qu'à la Direction de la Mobilité et de la Gestion du personnel.

Le Conseil approuve le point.

24 votants : 24 votes positifs.

Mobiliteitscyclus 2021-02 – Aanwerving van een Politiecommissaris lid Cel Radicalisme – Samenstelling van de lokale selectiecommissie.

De Politieraad,

Gezien de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en inzonderheid op de artikels 3, 38 en 47;

Gezien het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten en in het bijzonder zijn artikel II.II.1 ste, IV.II.15 tot IV.I.17, IV.I.37 to IV.I.39, IV.I.60, IV.II.47, V.III.9 tot V.III.25, VI.II.8 tot VI.II.26, VII.II.16 tot VII.II.19;

Gezien het koninklijk besluit van 5 september 2001 houdende het minimaal effectief van het operationeel en van het administratief en logistiek personeel van de lokale politie;

Gezien het koninklijk besluit van 20 november 2001 tot vaststelling van de nadere regels inzake de mobiliteit van het personeel van de politiediensten;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 04 december 2001 tot vaststelling van het administratief en logistiek kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 28 januari 2002 tot vaststelling van het operationeel kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 21 juni 2004, tot uitbreiding van het administratief en logistiek kader alsook het operationeel kader;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 12 maart 2007, om de betrekkingen waarvan de afgedeelten (gedetacheerden) van de zone titularis waren vacant te verklaren;

Gelet op de beraadslaging van de Politieraad van 10 december 2007 tot uitbreiding van het organiek kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 14 december 2009, tot uitbreiding van het administratief en logistiek kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem ;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 9 september 2013 tot uitbreiding van het operationeel kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 19 december 2016, tot uitbreiding van het administratief en logistiek kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem ;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 02 september 2019 tot uitbreiding van het operationeel kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 22 februari 2021 waarbij de wijziging van het administratief en logistiek kader van de lokale politiezone Ukkel/Watermaal-Bosvoorde/Auderghem wordt toegestaan;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 26 april 2021 waarbij betrekkingen in het kader van de mobiliteit vacant werden verklaard en de selectiemodaliteiten werden vastgelegd in het kader van de mobiliteitscyclus 2021 02;

Gezien de door de Federale Politie gepubliceerde oproep tot kandidaatstelling nr 2021 02 van 30 april 2021 (reeks L9102) voor een Politiecommissaris lid Cel Radicalisme;

Gezien de oprichting van een selectiecommissie bij de lokale politie opgelegd wordt voor de aanwerving via mobiliteit van een officier ;

Om deze redenen,

Op voorstel van het politiecollege,

BESLIST :

- goed te keuren met de volgende samenstelling van de lokale selectiecommissie voor de aanwerving via mobiliteit van een Politiecommissaris lid Cel Radicalisme:

1. Voorzitter : Mijnheer de Korpschef, Michel DERAEMAEKER, 1^{ste} Hoofdcommissaris van politie van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;
2. Bijzitter : Mijnheer Jeroen BEUSELINCK, 1^{ste} Politiecommissaris - Kabinetschef van de Korpschef van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;
3. Bijzitter : Mevrouw Stéphanie HUGO, Politiecommissaris – Adjunct-Directeur van de Nabijheidspolitie sector Ukkel van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;
4. Bijzitter : Mevrouw Daphné WYNS, Adviseur Niveau A – Directeur van de Directie Human Resources van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;
5. Bijzitter: Mevrouw Toria FICETTE, Regionale coördinator Polarisatie-Radicalisatie, Brussel Preventie & Veiligheid (BPS);

Secretaris Lid van Personeelsdienst: Mijnheer Gino ELIANO, 1^{ste} Politiecommissaris – lid van de Directie

Human Resources van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem.

Bij afwezigheid van de aangestelde secretaris, de heer Gino ELIANO, 1^{ste} Politiecommissaris, tijdens de selectiecommissie, zal hij worden vervangen door Mevrouw Kinga MIARCZYNSKA, 1^{ste} Assistent - lid van de Directie Human Resources van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem.

Bij afwezigheid van één van de aangestelde bijzitters tijdens de selectiecommissie, zal deze persoon vervangen worden door:

Mevrouw Laurence GAUTHEY, 1^{ste} Politiecommissaris - Directrice van de Directie Lokale Recherche van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;

Mijnheer Tony WEHBE, 1^{ste} Politiecommissaris - Adjunct Directeur a.i. van de Nabijheidspolitie sector Watermaal-Bosvoorde-Oudergem van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;

Mijnheer ELIANO Gino, 1^{ste} Politiecommissaris – lid van de Directie Human Resources van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem.

De onderhavige beraadslaging zal aan Mijnheer de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering overgedragen worden alsook de Directie van de Mobiliteit en het Personeelsbeheer.

De Raad keurt het punt goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

7 **Cycle de mobilité 2021-02 – Engagement de deux Commissaires de police membres du Service Circulation et Mobilité – Composition de la commission de sélection locale.**

Le Conseil de police,

Vu la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et notamment les articles 3, 38 et 47;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police et notamment les articles II.II.1e, IV.I.15 au IV.I.17, IV.I.37 au IV.I.39, IV.I.60, IV.II.47, V.III.13 au V.III.24, VI.II.8 au VI.II.26, VII.II.16 au VII.II.19;

Vu l'arrêté royal du 05 septembre 2001 déterminant l'effectif minimal du personnel opérationnel et du personnel administratif et logistique de la police locale;

Vu l'arrêté royal du 20 novembre 2001 fixant les modalités relatives à la mobilité du personnel des services de police;

Vu la délibération du Conseil de police du 04 décembre 2001, fixant le cadre administratif et logistique de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Vu la délibération du Conseil de police du 28 janvier 2002, fixant le cadre opérationnel de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Vu la délibération du Conseil de police du 21 juin 2004 autorisant l'élargissement du cadre organique administratif et logistique et du cadre opérationnel de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Vu la délibération du Conseil de police du 12 mars 2007, de déclarer vacants les emplois dont les détachés de la zone vers une autre entité sont titulaires;

Vu la délibération du Conseil de police du 10 décembre 2007 autorisant l'élargissement du cadre organique de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Vu la délibération du Conseil de police du 14 décembre 2009 autorisant l'élargissement du cadre

administratif et logistique de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;
Vu la délibération du Conseil de police du 09 septembre 2013 autorisant l'élargissement du cadre opérationnel de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;
Vu la délibération du Conseil de police du 19 décembre 2016 autorisant l'élargissement du cadre administratif et logistique de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;
Vu la délibération du Conseil de police du 02 septembre 2019 autorisant l'élargissement du cadre opérationnel de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;
Vu la délibération du Conseil de police du 22 février 2021 autorisant la modification du cadre administratif et logistique de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;
Vu la délibération du Conseil de Police du 26 avril 2021 ouvrant la mobilité et déterminant les modalités de sélection des candidats dans le cadre du cycle de mobilité 2021 02;
Considérant l'appel aux candidatures n° 2021 02 du 30 avril 2021 publié par la Police Fédérale (série L9092) ouvrant deux places de Commissaire de police membre du Service Circulation et Mobilité;
Attendu que l'installation d'une commission de sélection est imposée pour l'engagement via mobilité d'un officier de la police locale;
Par ces motifs,
Sur proposition du Collège de police,

DECIDE :

- d'approuver la composition suivante de la commission de sélection locale pour l'engagement de deux Commissaires de police membres du Service Circulation et Mobilité:

1. Président : Monsieur le Chef de Corps, Michel DERAEMAER, 1^{er} Commissaire Divisionnaire de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem ;
2. Assesseur : Madame Manuella WEYMAERE, 1^{er} Commissaire – Directeur de la Direction Police de Proximité secteur Uccle de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem ;
3. Assesseur : Madame Viviane DEGREEF, Commissaire – Directeur de la Direction Police de Proximité secteur Watermael-Boitsfort/ Auderghem de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem ;
4. Assesseur : Madame Daphné WYNS, Conseiller Niveau A – Directeur de la Direction des Ressources Humaines de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem ;
5. Assesseur : Madame Toria FICETTE, Coordinateur Régional Polarisation-Radicalisation, Bruxelles Prévention et Sécurité (BPS).

Secrétaire Membre du Cabinet du Chef de Corps : Monsieur Jeroen BEUSELINCK, 1^{er} Commissaire – Chef du Cabinet du Chef de Corps de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem ;

En cas d'absence du secrétaire désigné, Monsieur Jeroen BEUSELINCK, 1^{er} Commissaire, lors de la commission de sélection, il sera remplacé par Monsieur Gino ELIANO, 1^{er} Commissaire – membre de la Direction des Ressources Humaines de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem.

En cas d'absence de l'un des assesseurs désignés lors du comité de sélection, cette personne sera remplacée par:

Madame Stéphanie HUGO, Commissaire – Directeur Adjoint Police de proximité secteur Uccle de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem ;

Monsieur Tony WEHBE, Commissaire – Directeur Adjoint a.i. Police de proximité secteur Watermael-Boitsfort/ Auderghem de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem ;

Monsieur Gino ELIANO, 1^{er} Commissaire – membre de la Direction des Ressources Humaines de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem .

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi qu'à la Direction de la Mobilité et de la Gestion du personnel.

Le Conseil approuve le point.
24 votants : 24 votes positifs.

Mobiliteitscyclus 2021-02 – Aanwerving van twee Politiecommissarissen leden Dienst Mobiliteit en Verkeer – Samenstelling van de lokale selectiecommissie.

De Politieraad,

Gezien de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en inzonderheid op de artikels 3, 38 en 47;

Gezien het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten en in het bijzonder zijn artikel II.II.1 ste, IV.II.15 tot IV.I.17, IV.I.37 to IV.I.39, IV.I.60, IV.II.47, V.III.9 tot V.III.25, VI.II.8 tot VI.II.26, VII.II.16 tot VII.II.19;

Gezien het koninklijk besluit van 5 september 2001 houdende het minimaal effectief van het operationeel en van het administratief en logistiek personeel van de lokale politie;

Gezien het koninklijk besluit van 20 november 2001 tot vaststelling van de nadere regels inzake de mobiliteit van het personeel van de politiediensten;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 04 december 2001 tot vaststelling van het administratief en logistiek kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 28 januari 2002 tot vaststelling van het operationeel kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 21 juni 2004, tot uitbreiding van het administratief en logistiek kader alsook het operationeel kader;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 12 maart 2007, om de betrekkingen waarvan de afgedeelten (gedetacheerden) van de zone titularis waren vacant te verklaren;

Gelet op de beraadslaging van de Politieraad van 10 december 2007 tot uitbreiding van het organiek kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 14 december 2009, tot uitbreiding van het administratief en logistiek kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem ;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 9 september 2013 tot uitbreiding van het operationeel kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 19 december 2016, tot uitbreiding van het administratief en logistiek kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem ;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 02 september 2019 tot uitbreiding van het operationeel kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 22 februari 2021 waarbij de wijziging van het administratief en logistiek kader van de lokale politiezone Ukkel/Watermaal-Bosvoorde/Auderghem wordt toegestaan;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 26 april 2021 waarbij betrekkingen in het kader van de mobiliteit vacant werden verklaard en de selectiemodaliteiten werden vastgelegd in het kader van de mobiliteitscyclus 2021 02;

Gezien de door de Federale Politie gepubliceerde oproep tot kandidaatstelling nr 2021 02 van 30 april 2021 (reeks L9092) voor twee Politiecommissarissen leden Dienst Mobiliteit en Verkeer;

Gezien de oprichting van een selectiecommissie bij de lokale politie opgelegd wordt voor de aanwerving via mobiliteit van een officier ;

Om deze redenen,

Op voorstel van het politiecollege,

BESLIST :

- goed te keuren met de volgende samenstelling van de lokale selectiecommissie voor de aanwerving via mobiliteit van twee Politiecommissarissen leden Dienst Mobiliteit en Verkeer:

1. Voorzitter : Mijnheer de Korpschef, Michel DERAEMAER, 1^{ste} Hoofdcommissaris van politie van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;
2. Bijzitter : Mevrouw Manuella WEYMAERE, 1^{ste} Politiecommissaris - Directrice van de Nabijheidspolitie sector Ukkel van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;
3. Bijzitter : Mevrouw Viviane DEGREEF, Politiecommissaris – Directeur van de Nabijheidspolitie sector Watermaal-Bosvoorde/ Oudergem van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;
4. Bijzitter : Mevrouw Daphné WYNS, Adviseur Niveau A – Directeur van de Directie Human Resources van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;
5. Bijzitter: Mevrouw Toria FICETTE, Regionale coördinator Polarisatie-Radicalisatie, Brussel Preventie & Veiligheid (BPS);

Secretaris Lid van de Kabinet van de Korpschef : Mijnheer Jeroen BEUSELINCK, 1^{ste} Politiecommissaris - Kabinetschef van de Korpschef van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem.

Bij afwezigheid van de aangestelde secretaris, de heer Jeroen BEUSELINCK, 1^{ste} Politiecommissaris, tijdens de selectiecommissie, zal hij worden vervangen door Mijnheer Gino ELIANO, 1^{ste} Politiecommissaris – lid van de Directie Human Resources van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem.

Bij afwezigheid van één van de aangestelde bijzitters tijdens de selectiecommissie, zal deze persoon vervangen worden door:

Mevrouw Stéphanie HUGO, Politiecommissaris – Adjunct-Directeur van de Nabijheidspolitie sector Ukkel van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem ;

Mijnheer Tony WEHBE, Politiecommissaris – Adjunct-Directeur a.i. van de Nabijheidspolitie sector Watermaal-Bosvoorde/ Oudergem van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;

Mijnheer ELIANO Gino, 1^{ste} Politiecommissaris – lid van de Directie Human Resources van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem.

De onderhavige beraadslaging zal aan Mijnheer de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering overgedragen worden alsook de Directie van de Mobiliteit en het Personeelsbeheer.

De Raad keurt het punt goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

Cécile Van Hecke entre en séance / treedt in zitting.

CABINET DU CHEF DE CORPS - KABINET VAN DE KORPSCHEF

8 Question écrite de Madame MAELSCHALCK concernant les bodycams.

Madame Maelschalck pose la question suivante :

Lors de notre dernière réunion, nous avons assisté à un exposé très intéressant sur les bodycams et nous avons eu l'occasion de poser de nombreuses questions.

Avec le recul, j'ai cependant encore quelques questions que je me permets de vous poser par écrit.

- Le citoyen peut-il demander lui-même qu'on active la caméra?
- Peut-on commencer à filmer après le début d'un problème?

Question complémentaire :

- Les caméras fixes dans les commissariats de la zone filment-elles partout dans le commissariat ou subsiste-t-il des zones non visibles?

La réponse est la suivante :

- Le citoyen peut-il demander lui-même qu'on active la caméra?

Non, il ne s'agit pas d'un "droit" imposable

- Peut-on commencer à filmer après le début d'un problème?

Oui

- Les caméras fixes dans les commissariats de la zone filment-elles partout dans le commissariat ou subsiste-t-il des zones non visibles?

Non, uniquement certains couloirs et les cellules.

Le Conseil est informé.

Schriftelijke vraag van Mevrouw MAELSCHALCK betreffende de bodycams.

Mevrouw Maelschalck stelt de volgende vraag :

Tijdens onze laatste vergadering, hebben we een zeer interessante uiteenzetting bijgewoond over de bodycams en hebben wij de gelegenheid gehad om talrijke vragen te stellen.

Achteraf gezien had ik toch nog enkele vragen die ik u schriftelijk zou willen stellen.

- Kan de burger zelf om de activatie van de camera vragen?
- Kan men beginnen met filmen na de aanvang van een probleem?

Bijkomende vraag:

- Filmen de vaste camera's overall in de commissariaten van de zone of bestaan er zones die niet zichtbaar zijn?

Het antwoord luidt als volgt:

- Kan de burger zelf om de activatie van de camera vragen?

Neen het gaat niet om een afdwingbaar « recht ».

- Kan men beginnen met filmen na de aanvang van een probleem?

Ja.

- Filmen de vaste camera's overall in de commissariaten van de zone of bestaan er zones die niet zichtbaar zijn?

Neen enkel in bepaalde hallen en cellen.

De Raad heeft kennis gekregen.

9 **Question écrite de Madame MAELSCHALCK concernant la consommation de THC.**

Madame Maelschalck pose la question suivante :

En Belgique, la détention, la vente et la consommation de cannabis sont interdites, quelle que soit la quantité. Toutefois, un Règlement européen autorise la culture – et donc la commercialisation, la détention et la consommation – de chanvre contenant moins de 0,2% de tétrahydrocannabinol (THC).

Il semblerait que les produits respectant la teneur imposée sont, lorsqu'ils sont fumés, en tous points semblables à un joint de cannabis, tant par l'aspect que par l'odeur.

- Lors d'un contrôle, vos équipes savent-elles faire la différence ?
- Si non, quelle procédure appliquez-vous si les personnes interpellées affirment qu'elles consomment des produits non interdits ?

La réponse est la suivante :

Détenir ou cultiver du cannabis reste une infraction punissable d'une amende ou d'une peine d'emprisonnement.

Sa consommation fait néanmoins l'objet d'une « faible priorité de la politique des poursuites » lorsque certaines conditions sont réunies notamment être majeur, posséder moins de 3gr et sans circonstances aggravantes.

- Lors d'un contrôle, vos équipes savent-elles faire la différence ?

Lors de la consommation du [cannabis avec moins de 0,2% de THC](#) (autorisé au niveau européen et donc aussi en Belgique), le policier ne peut pas faire la différence avec le cannabis classique. Les conséquences seront donc les mêmes sauf si le consommateur peut en apporter la preuve. Dans les faits, ce cannabis à moins de 0,2% de THC est très peu utilisé sur la voie publique par un public jeune.

- Si non, quelle procédure appliquez-vous si les personnes interpellées affirment qu'elles consomment des produits non interdits ?

Dans les faits, cette justification n'est jamais opposée aux policiers.

Le Conseil est informé.

Schriftelijke vraag van Mevrouw MAELSCHALCK betreffende het verbruik van THC.

Mevrouw Maelschalck stelt de volgende vraag :

In België is het bezit, de verkoop en verbruik van cannabis verboden, ongeacht de hoeveelheid. Een Europese verordening laat echter de teelt toe – en dus de verhandeling, het bezit en het verbruik – van hennep met minder dan 0,2% tetrahydrocannabinol (THC).

Het lijkt erop dat de producten die de opgelegde inhoud respecteren, wanneer ze worden gerookt, op alle punten gelijkaardig zijn aan een cannabisjoint, zowel via het voorkomen als de geur.

- Kunnen uw ploegen tijdens een controle het onderscheid maken?
- Indien niet, welke procedure wordt er toegepast indien de gecontroleerde personen beweren dat zij niet de verboden producten verbruiken?

Het antwoord luidt als volgt :

Cannabis bezitten of telen blijft een overtreding die kan aanleiding geven tot een boete of een gevangenisstraf.

Het verbruik ervan maakt evenwel het voorwerp uit van een « lage prioriteit inzake vervolgingsbeleid » wanneer bepaalde voorwaarden worden vervuld met name meerderjarig zijn, minstens 3 gr bezitten en zonder verzwarende omstandigheden.

- Kunnen uw ploegen tijdens een controle het onderscheid maken?

Tijdens het verbruik van [cannabis met minder dan 0,2% THC](#) (toegelaten op Europees niveau en dus ook in België), kan de politieambtenaar niet het onderscheid maken met de klassieke cannabis. De gevolgen zullen dus dezelfde zijn behalve indien de gebruiker er het bewijs kan van leveren. In de praktijk wordt deze cannabis met minder dan 0,2% THC zeer weinig gebruikt op de openbare weg door een jongerenpubliek.

- Indien niet, welke procedure wordt er toegepast indien de gecontroleerde personen beweren dat zij niet de verboden producten verbruiken?

In de praktijk wordt deze rechtvaardiging nooit opgeworpen als argument tegenover politieambtenaren.

De Raad heeft kennis gekregen.

10 Question orale de Madame MAELSCHALCK concernant les dégradations du mobilier urbain.

Madame Maelschalck pose la question suivante :

Auderghem, tout comme d'autres communes bruxelloises, connaît régulièrement des dégradations au mobilier urbain, notamment des panneaux publicitaires, cibles de groupuscules « anti-pub ».

Mes questions visent simplement à savoir comment le problème est traité dans notre zone de police.

- Avez-vous des contact avec les propriétaires de ces panneaux publicitaires (JCDecaux et Clear Channel) pour évaluer la situation ?
- Avez-vous déjà pu identifier les auteurs de ces dégradations ? Dans l'affirmative, quelles ont été les suites apportées ?
- Des mesures ont-elles été prises pour éviter ces dégradations dans le futur ?

La réponse est la suivante :

- Avez-vous des contact avec les propriétaires de ces panneaux publicitaires (JCDecaux et Clear Channel) pour évaluer la situation ?

Non, le problème ne semble pas si préoccupant sur notre zone de police. Les sociétés responsables ne nous ont pas approchés. Il s'agit le plus souvent d'affichages sauvages ou de peintures sans dégradations du support nécessitant un nettoyage.

- Avez-vous déjà pu identifier les auteurs de ces dégradations ? Dans l'affirmative, quelles ont été les suites apportées ?

Nos services n'ont pas récemment interpellé des suspects pour ce type de fait.

- Des mesures ont-elles été prises pour éviter ces dégradations dans le futur ?

Il ne s'agit pas d'une priorité de notre plan zonal de sécurité. Notre zone de police pratique une politique de présence visible dans l'espace public qui se veut dissuasive. Il n'est cependant pas possible d'avoir une prise directe sur ces agissements. Des suites judiciaires ou administratives sont données le cas échéant en cas d'interpellation en flagrant délit.

Le Conseil est informé.

11 **Question orale de Madame VAN OFFELEN concernant la maltraitance des personnes âgées.** (Complémentaire)

La question orale de Madame Van Offelen est la suivante :

Pressions psychologiques, violences physiques, spoliation financière, mise sous tutelle abusive, négligences, infantilisation et brimades, menaces de rejet, humiliation, injures, privation de visites ou de soins, privation de carte d'identité ou placement en institution de force, les plaintes pour maltraitements des seniors sont récurrentes et les chiffres élevés nous interpellent.

La Journée mondiale de sensibilisation à la maltraitance des personnes âgées qui a lieu le 15 juin de chaque année nous rappelle que cette problématique mérite toute notre attention.

Comme nous le savons tous, Uccle est une des trois communes les plus âgées de Bruxelles. La question du vieillissement de la population et ses conséquences se pose donc avec une acuité particulière dans notre commune.

Uccle détient également un record quant au nombre de structures d'accueil des personnes âgées : en tout 26.

La maltraitance concerne surtout les personnes de plus de 75 ans, des femmes plus que des hommes.

Selo des enquêtes, entre 4 et 6 % des personnes âgées de plus de 65 ans connaissent une forme de maltraitance. Des enquêtes plus ciblées avancent même quelque 20 à 25 %. L'auteur de la maltraitance est

d'abord un membre de la famille (2/3 des cas), devant un professionnel en institution et l'entourage proche.

Les maltraitements se produiraient donc surtout à domicile, plutôt qu'en institution. Elles peuvent être insidieuses, multiformes. Elles ne sont pas toujours voulues ou conscientes. Ainsi, le conjoint, les enfants ou petits-enfants peuvent avoir une attitude plus agressive en refusant la dépendance de la personne âgée ou son besoin d'aide financière. Il arrive que des enfants parfois âgés trouvent refuge chez leurs parents après une séparation, une perte d'emploi et la cohabitation est source de conflits. En institution, la maltraitance est fréquemment liée au manque de personnel.

Il n'est pas toujours évident de déceler la maltraitance car les victimes restent souvent silencieuses. Elles se sentent impuissantes, craignent des représailles, ont peur d'être totalement abandonnées.

Parmi les priorités stratégiques de notre zone de police se trouve la Sécurité des seniors.

Mes questions sont les suivantes :

- Existe-t-il des estimations de cas de maltraitance des aînés au niveau de notre zone de police, que ce soit à domicile, dans des institutions publiques ou privées ?
- Est-ce que les services de la police sont appelés pour des cas de maltraitance ou les décèlent eux-mêmes lors, par exemple, de visites à domicile par un agent de quartier. Sont-ils formés pour identifier ces cas ? Quel est le suivi qui y est apporté ?
- Quelles sont les actions menées par la Police au niveau de l'information, de la prévention ou de la protection, pour lutter contre la maltraitance des personnes âgées et ceci, en collaboration ou non avec les services de Prévention des Communes, de la Région ou d'associations spécialisées ?

La réponse est la suivante :

- Existe-t-il des estimations de cas de maltraitance des aînés au niveau de notre zone de police, que ce soit à domicile, dans des institutions publiques ou privées ?

Il est extrêmement difficile d'estimer l'ampleur du phénomène car il regroupe des typologies de faits différents non homogènes (VIF, violences, coups et blessures, maltraitance,...). Cela dépasse le cadre de notre seule zone de police. Nous avons sollicité le DIRCO (Police Fédérale) afin de préparer une analyse sur la victimologie des seniors en Région bruxelloise pour quantifier le phénomène.

- Est-ce que les services de la police sont appelés pour des cas de maltraitance ou les décèlent eux-mêmes lors, par exemple, de visites à domicile par un agent de quartier. Sont-ils formés pour identifier ces cas ? Quel est le suivi qui y est apporté ?

La sécurité des seniors fait partie des priorités de la zone de police en matière de sécurité pour la période 2020-2025. Les faits de violence, de maltraitance font l'objet de suivi en fonction du dossier et des circonstances. Cela implique un suivi du Parquet, de nos services d'enquête et une assistance de la part du Service d'Assistance Policière au Victime. Les inspecteurs de quartier représentent une source d'information précieuse pour identifier les problématiques de par leur ancrage local. Cela peut concerner les faits de violences, les personnes dans le besoin (démence, sénilité,...), les violences intra-familiales (entre époux ou entre ascendant).

- Quelles sont les actions menées par la Police au niveau de l'information, de la prévention ou de la protection, pour lutter contre la maltraitance des personnes âgées et ceci, en collaboration ou non avec les services de Prévention des Communes, de la Région ou d'associations spécialisées?

Il n'y a pas de prévention spécifique organisée par la zone de police. Ce type 'information nécessite une approche générale bruxelloise au niveau de la Région et des communes. Notre zone de police mettra cette thématique à l'agenda de ces réunions avec BPS dans le cadre des actions développées pour la priorité

« atteinte à l'intégrité de la personne » du PGSP 2021-2025.

Madame Vandeputte rappelle qu'elle avait posé une question écrite fin 2020 à ce sujet, laquelle figure au PV du Conseil de police du 22 février 2021.

Le Conseil est informé.

Levée de la séance à 18:27
Opheffing van de zitting om 18:27

Le Secrétaire,
De Secretaris,

Le Président,
De Voorzitter,

Géraldine Noël

Olivier Deleuze